



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOCACIL

122 route de Mulhouse
68540 Feldkirch

Références : 0006702338_2024_12_06_Locacil_ViSech_APMO
Code AIOT : 0006702338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement LOCACIL implanté 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Des contrôles réalisés le 30 mai et le 10 juin 2024 ont mis en évidence de nombreuses non-conformités au niveau de l'installation, ainsi que des conséquences de l'exploitation sur l'environnement (dissémination de déchets plastiques dans l'environnement proche de l'installation et dans le cours d'eau et les étangs situés en aval). Ces contrôles ont donné lieu à une mise en demeure et à un arrêté préfectoral imposant des mesures de remédiation et des diagnostics. Un contrôle a également eu lieu le 13 août 2024.

Le contrôle a eu pour objet de vérifier la mise en œuvre d'actions correctives à la suite de la mise en demeure du 26 juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOCACIL
- 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch
- Code AIOT : 0006702338
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation valorise des broyats de câbles électriques après séparation physique des différentes catégories de plastiques (PVC, élastomères, polyéthylène) et des métaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Référence réglementaire

- Arrêté du 26 juin 2024 portant mise en demeure et mesures conservatoires à la société LOCACIL de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Propreté des installations	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 8	Demande d'action corrective	15 jours
2	Limitation des émissions de polluants dans l'environnement	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 9	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	1 mois
4	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 12	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conception des installations (limitation des volumes d'eaux rejetées)	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 10	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a mis en œuvre des dispositions au niveau de son installation de tri pour prévenir les pertes d'eaux industrielle et de déchets plastiques dans le réseau d'eaux pluviales.

Le contrôle a toutefois mis en évidence l'insuffisance de certaines actions correctives mises en œuvre (rétention, nettoyage de l'installation) qui nécessitent d'être complétées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté des installations
Prescription contrôlée : Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 7.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé : « [...] L'ensemble du site doit être maintenu dans un bon état de propreté »
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 30 mai 2024, il a été constaté la présence d'une quantité significative de déchets plastiques sur une partie importante des installations, hors des zones d'entreposage des déchets. Il a été constaté au cours du contrôle du 13 août 2024 que l'exploitant avait fait réaliser plusieurs balayages des installations (07 juin, 1 ^{er} , 8 et 22 juillet). Il avait toutefois été constaté la présence de dépôts notables en limite de propriété, à l'ouest notamment et à proximité de certains tas de déchets en dehors des zones d'entreposage.

Dans le rapport du 27 août 2024, il était demandé à l'exploitant de "procéder à un nettoyage complémentaire de ses installations dans un délai de quinze jours. Il s'assurera notamment de l'enlèvement des dépôts présents le long de la clôture ouest et des limites de propriété en général. De manière générale, l'exploitant veillera à ce qu'il n'y ait plus de dépôts significatifs en dehors des zones d'entreposage des déchets".

L'exploitant a indiqué qu'il a été procédé à un nettoyage complémentaire par balayeuse par un prestataire depuis le dernier contrôle. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter un document justifiant l'intervention (facture, ...).

Au cours de la visite, il a été constaté que la zone située le long de la clôture ouest a fait l'objet d'un nettoyage.

Toutefois, des dépôts de déchets notables persistent en dehors des zones de stockage (à proximité du stock de polyéthylène, derrière les murets situés en partie sud après l'installation de tri, à l'ouest à proximité d'un ancien silo métallique couché au sol).

Par ailleurs, il est constaté que, par endroit, les déchets recouvrent la voirie. C'est notamment le cas au niveau du stock de polyéthylène où il n'existe aucun dispositif pour délimiter le tas et retenir les déchets entreposés. Ces éléments présentent un risque de dispersion des déchets plastiques dans toute l'installation du fait de la circulation des engins.

Compte tenu des démarches mises en œuvre par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanction à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant :

Il appartient à l'exploitant de procéder au nettoyage de l'ensemble de son installation afin de retirer l'ensemble des dépôts situés hors des zones d'entreposage des déchets.

Il lui appartient également de mettre en œuvre des dispositifs adaptés afin que les déchets entreposés restent cantonnés dans les zones d'entreposage et qu'ils ne se retrouvent pas sur les voies de circulation.

De manière générale, il appartient à l'exploitant de procéder à un nettoyage régulier des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Proposition de délai : 15 jours

N° 2 : Limitation des émissions de polluants dans l'environnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions de polluants dans l'environnement

Prescription contrôlée :

Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions du II de l'arrêté du 29 avril 2008 et à l'article 2 de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé :

II de l'arrêté du 29 avril 2008 :

« Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ainsi qu'aux dispositions suivantes »

Article 2 de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé :

« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :
[...]
-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
[...]
-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article I511-1 du code de l'environnement »

Constats :

Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 30 mai 2024 qu'une quantité importante de particules plastiques provenant de l'installation de tri était entraînée dans le réseau d'eaux pluviales, puis dans le milieu naturel. En effet, la fosse de récupération extérieure située à l'extérieur du hangar au niveau de la zone de tri débordait par deux ouvertures et les eaux rejoignaient le réseau d'eaux pluviales situé en direction de l'entrée de l'installation.

Au cours du contrôle, il a été constaté la fermeture des ouvertures présentes dans la fosse de récupération des eaux, supprimant ainsi le flux d'eau vers le réseau d'eaux pluviales, ainsi que la pose d'une bordure à l'extérieur de l'installation de tri.

En outre, une pompe de relevage a été mise en place au niveau de la fosse extérieure afin de pomper les eaux vers un GRV (Grand Récepteur Vrac).

A la demande de l'Inspection, l'installation a été mise en fonctionnement au cours du contrôle. Compte tenu de difficultés rencontrées au démarrage de l'installation, un volume d'eau important s'est répandu sur le sol du local abritant la table à eau. Toutefois, les eaux ont été contenues par la fosse extérieure et la bordure mise en place. Il n'a pas été constaté d'écoulement vers le réseau d'eaux pluviales situé en aval.

De plus, la pompe de relevage présente dans la fosse extérieure s'est mise en route automatiquement et a alimenté le GRV.

Il a également été constaté l'aménagement d'une margelle bétonnée le long de l'alvéole de récupération des polyéthylènes. Celle-ci n'a pas été prolongée jusqu'aux dernières alvéoles (PVC et élastomère). Au cours du contrôle, il n'a pas été constaté d'écoulements hors de la rigole prévue pour la récupération des eaux d'égouttures des dernières alvéoles.

Par ailleurs, l'exploitant a mis en place des filets au niveau des avaloirs d'eaux pluviales situés en aval de l'installation de tri.

Au regard de ces éléments, il apparaît que les dispositions mises en œuvre devraient prévenir les pertes d'eaux industrielles et de déchets plastiques provenant de l'installation de tri dans le réseau d'eaux pluviales.

L'Inspection observe toutefois que compte tenu de la conception rudimentaire de l'installation, un suivi rigoureux et une vigilance particulière sont nécessaires pour qu'une intervention soit assurée dans des délais adaptés en cas de dysfonctionnement de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant

Il appartient à l'exploitant de prolonger le rebord bétonné aménagé le long des alvéoles de récupération des plastiques pour l'étendre à l'ensemble des alvéoles, afin de prévenir d'éventuels écoulements hors de la rigole, notamment en cas de fort épisode pluvieux.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

Proposition de délai : 1 mois

N° 3 : Conception des installations (limitation des volumes d'eaux rejetées)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations (limitation des volumes d'eaux rejetées)
Prescription contrôlée : A compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé : <i>« [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les volumes d'eaux rejetées »</i>
Constats : Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 30 mai 2024, que le fonctionnement de l'installation de tri conduisait à la perte d'un volume d'eau significatif d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales. Il a été constaté que l'exploitant a mis en œuvre des dispositifs visant à intercepter les écoulements d'eau issus de l'installation de tri et à récupérer les eaux s'écoulant au sol. En outre, une pompe de relevage à déclenchement automatique a été installée dans la fosse extérieure afin de pomper les eaux vers un GRV (cf constat précédent) pour stocker l'eau en vue de sa réutilisation. L'Inspection observe toutefois que la conception de l'installation est archaïque, les eaux s'écoulant en partie sur le sol du local abritant la table à eaux avant d'être recueillies par des rigoles et un avaloir qui rejoignent les fosses de récupération des eaux. Compte tenu de la conception rudimentaire de l'installation, un suivi rigoureux et une vigilance particulière sont nécessaires pour qu'une intervention soit assurée dans des délais adaptés en cas de dysfonctionnement de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.2.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé : <i>« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i> <i>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres »

Constats :

Pour mémoire, il a été constaté au cours des contrôles du 31 mai et du 13 août 2024 que des produits dangereux étaient entreposés sans rétention.

L'exploitant a indiqué avoir acquis des bacs de rétention en considérant un dimensionnement correspondant à 50 % de la capacité totale des fûts.

Il a été constaté la mise en place de 3 bacs de rétention de 240 L et de 3 bacs d'une capacité de 43 L.

Les bacs de 240 L comportaient :

- pour l'un des bacs : 2 fûts de 200 L d'AdBlue et un bidon de 10 L ;
- pour les deux autres bacs : 2 fûts de 200 L d'huiles hydrauliques chacun.

Dans ces conditions, la capacité de rétention est inférieure à la capacité totale (cf dernier alinéa du 2^e paragraphe de la prescription précitée).

Les bacs de 43 L contenaient :

- pour l'un : 2 fûts de lubrifiants de 60 L ;
- pour un autre, des graisses ;
- enfin un bidon de 30 L, 3 bidons de 20 L et deux bidons dont la nature et la contenance n'étaient pas précisées (environ 30 à 40 L pour l'un et 10 L pour l'autre).

Dans ces conditions, la capacité de rétention est inférieure aux critères pris en compte par l'exploitant pour dimensionner ses rétentions. En outre, la capacité de rétention est inférieure à la capacité totale telle que prévue par la prescription précitée (cf dernier alinéa du 2^e paragraphe de la prescription précitée).

Au vu des actions mises en œuvre par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanction à ce stade. A défaut de la mise en œuvre d'actions correctives dans un délai d'un mois, des sanctions administratives pourront être proposées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre en place des dispositifs de rétention de capacité adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Constats hors point de contrôle1. Demandes diverses

L'exploitant n'a pas apporté de réponse à diverses demandes formulées par l'Inspection au cours des contrôles précédents.

Il lui appartient de communiquer ces éléments à l'Inspection dans les délais précisés ci-dessous.

- **Rapport du 06 juin 2024**

- Valorisation de déchets en sols équestres

Une partie des déchets plastiques est valorisée en sols équestres.

Il convient que l'exploitant communique dans ce cadre, dans un délai d'un mois, tous les éléments justifiant de la conformité de cette pratique aux dispositions réglementaires applicables (notamment l'article L541-4-3 du code de l'environnement).

- Évacuation des boues de décantation de l'installation de tri

Il a été indiqué que les boues sont évacuées par la société ATIC. Les bordereaux présentés au cours du contrôle précédent ne comportaient pas l'installation de destination.

Un bordereau relatif à l'envoi de déchets à la société Reichstett matériaux a été présenté. Toutefois, il ne précise pas clairement la nature des déchets.

Compte tenu de l'origine des déchets, il est peu probable que ceux-ci soient exempts de particules de plastiques. Une évacuation dans une filière de déchets inertes ne paraît donc pas adaptée.

Il convient que l'exploitant communique, dans un délai de quinze jours, l'ensemble des informations relatives à l'évacuation de ces boues (installation de destination, code déchets associé au transfert de déchets, ...).

- Nuisances olfactives

Il est rappelé que des éléments relatifs aux nuisances olfactives perçues à proximité du principal stock de déchets ont été demandés dans le rapport précité :

« Il convient que l'exploitant présente à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les justificatifs des actions mises en œuvre pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

L'exploitant présentera, dans le même délai, tous les éléments relatifs aux aspects sanitaires associés ».

Aucun élément de réponse n'a été présenté à ce stade.

Il appartient à l'exploitant de communiquer des éléments dans un délai d'un mois.

2. Rappels réglementaires divers

- Évacuation des déchets

Les déchets d'exploitation (fûts vides, bouteilles de gaz, ...) doivent être évacués dans le respect des dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 29 avril 2008.

- Étiquetage des produits dangereux

Tout produit dangereux doit faire l'objet d'un étiquetage adapté en application du Règlement CE n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/produits-chimiques-classification-etiquette-emballage>